

Epreuve écrite de composition portant sur une question de la société contemporaine

SUJET : « *Il n'est pas de punition plus terrible que le travail inutile et sans espoir* ». Albert CAMUS (1913-1960)

Dans quelle mesure cette affirmation peut faire écho au rapport au travail dans les sociétés contemporaines ?

Dans le film Nomadland, Chloé Zhao représente les effets de l'automatisation et de la mondialisation sur le marché du travail américain. Son personnage principal, ayant travaillé dans sa jeunesse dans une cité ouvrière, est désormais contrainte à vivre dans un van, traversant le territoire national à la recherche de missions faiblement rémunérées, permettant de subvenir à ses besoins. Elle témoigne ainsi d'un développement d'une nouvelle catégorie de « nomades » précaires, pour qui le travail apparaît comme une peine, et est associé au désespoir.

Le travail occupe aujourd'hui une part conséquente du temps de vie des hommes et des femmes quelle que soit leur société. La réalisation de tâches professionnelles, à laquelle est attribuée une rémunération, structure le temps, la vie et les rapports interhumains. Initialement peu considéré, comme son étymologie latine (*tripalium* signifiant souffrance voire torture) en témoigne, le travail est devenu une activité partagée entre la quasi-totalité des individus et un facteur de réalisation personnelle ou collective voire d'émancipation de son statut d'origine. Il a, de plus, constitué la matrice de progrès sociaux, tels que le développement de la protection sociale ou l'obtention par les femmes de l'ensemble des droits associés à leur citoyenneté.

Cependant, bien que placé au cœur du pacte social de nombreuses communautés humaines, le travail a connu de profondes transformations depuis le début du XXI^{ème} siècle, ayant renouvelé le rapport des individus à celui-ci. L'automatisation puis la numérisation de l'économie ont fragmenté les missions professionnelles et réduit les solidarités interpersonnelles. Les conséquences du progrès technique sur le rapport au travail ont pu être constatées pendant la crise sanitaire, scindant les personnes entre ceux pouvant exercer leurs tâches à distance et ceux dans l'incapacité de le faire, ce qui a provoqué pour les uns une solitude nouvelle et pour les autres une inactivité ou une mise en danger accrue. La mondialisation a également causé une polarisation du marché du travail et contribué au développement dans certaines sociétés d'un chômage de masse. En raison de la spécialisation des économies et de la dislocation au niveau mondial les chaînes de production, les travailleurs ne peuvent constater la réalisation des missions auxquelles ils ont participé ou se mouvoir dans une demande de travail diversifiée, renforçant un sentiment d'assignation.

Cette perte de sens et cette impression d'immobilité, associées à une hausse des inégalités semblent forger l'actualité du constat d'Albert Camus, selon lequel « il n'est pas de punition plus terrible que le travail inutile et sans espoir ». Dès lors, le travail dans les sociétés contemporaines peut-il encore être un facteur de solidarité, d'amélioration des conditions de vie et donc d'espoir ?

Conçu comme une punition réservée à quelques-uns, le travail s'oppose aux vocations, avant de progressivement devenir un outil de réalisation personnelle et de gains

collectifs (I). Face aux transformations du rapport au travail liées au progrès technique et à la mondialisation, une amélioration des conditions d'exercice et une valorisation accrue de l'utilité sociale des métiers pourraient permettre de dépasser l'amertume et de renouveler les espoirs (II).

Le travail est initialement réservé à la classe laborieuse, tandis que sont valorisées les vocations et les tâches intellectuelles, seules considérées comme utiles et facteurs d'espoir (I.A).

Les travailleurs sont conçus comme des individus punis par la Providence, sujets à de la souffrance, tandis que l'absence de travail est à espérer.

Le travail est lié ontologiquement à la peine et à la punition. L'Éden, tel que peint par Brueghel l'Ancien, représente un temps où le travail était inutile, Dieu donnant à chacun ce qui était utile à son existence. Le travail est alors second, conséquence selon l'Ancien Testament du péché originel : parce qu'Adam et Eve sont fautifs, ils devront faire usage de leurs capacités à produire de quoi vivre. Ainsi, dans la tradition chrétienne, ayant fortement imprégné les sociétés européennes, le travail est associé à la punition divine.

Il est dès lors réservé aux classes sans titre ni possession, celles-ci étant soumises à une exploitation. Les esclaves antiques sont ceux qui travaillent et permettent à la Cité d'exister, tout en assurant le bien-être et l'oisiveté de leurs maîtres. Pétrone dans Le Satiricon présente ainsi ces derniers comme les acteurs d'un buffet d'une richesse extrême, sans qu'ils n'aient le droit d'en bénéficier et sans espoir d'élévation future. La société d'ordres du Moyen-Age repose également sur une distinction entre travailleurs agricoles, notamment les serfs, et possédants, membres du clergé ou de la noblesse, les premiers permettant aux seconds de se consacrer à leur vocation.

Par conséquent, le travail n'est valorisé que lorsqu'il sert des intérêts supérieurs, tels la guerre ou les travaux intellectuels et spirituels, considéré alors comme une vocation et non comme une punition.

La mise à disposition de soi au service de Dieu ou d'une réflexion intellectuelle est considérée comme préférable à l'exercice de tâches physiques et douloureuses. Lucrèce dépeint ainsi dans le poème « Suave mari magno » (de Natura rerum), le caractère préférable de la posture d'observateur et de comptenteur de la nature à celle de la réalisation par autrui de tâches agricoles. Cette mise à l'écart du travail comme productions correspond à la notion d'otium antique, se traduisant par une consécration du temps à la réflexion et aux œuvres intellectuelles. Le travail monacal, composé de tâches agricoles et de retranscription de textes bibliques ainsi que de temps de prières est, quant à lui, dédié entièrement à Dieu.

La vocation de chevalier est elle aussi valorisée, associée aux valeurs de cet ordre et à une figure héroïque. Chrétien de Troyes décrit les exploits d'Yvan ou le chevalier aux lions risquant sa vie pour la préservation de tous. Lorsqu'il n'est pas en armes, le chevalier peut être oisif et faire usage au quotidien des privilèges de son statut.

Ainsi, le travail, au sens de production de richesses matérielles, est initialement peu considéré, y compris lorsque l'activité est lucrative. La figure du Marchand de Venise, présenté comme attirée par l'or et faisant de lucre par Shakespeare, le souligne. Le seul travail, au sens moderne du terme, est celui qui produit du savoir ou se sacrifie au nom de causes supérieures ou d'espoirs pour l'ensemble des hommes.

Cependant, le travail est devenu un facteur de réussite et d'émancipation, reposant sur un culte de l'effort, individuel ou collectif, ainsi que la matrice d'une société plus équitable (I.B).

La modernité a progressivement associé le travail à l'accomplissement de l'homme, ouvrant un espoir de réalisation par l'effort.

Le travail est considéré comme un préalable à l'élévation de soi, à condition de faire preuve de discipline. Hegel place le travail au cœur de Phénoménologie de l'esprit et comme un facteur d'émancipation. Dans le paradigme du maître et de l'esclave, le second tire bénéfice de son propre travail, tandis que le premier, oisif, perd à terme les avantages de son statut conduisant au renversement du rapport de travail. L'effort et la discipline sont ainsi un présupposé à la conquête de l'individu, par son travail, des fruits de celui-ci. Kant développe, à cet égard, un Traité de pédagogie plaçant l'obéissance et la discipline au cœur de l'éducation, celle-ci étant une première phase à l'autonomie, placée en objectif.

Au-delà, le développement du capitalisme puis du communisme repose sur le travail comme principale valeur. Celui-ci est dès lors pleinement valorisé par la société, car utile à tous, et symbole de la réussite des individus. Weber, dans De l'éthique protestante, formule un lien de cause à effet entre l'essor du protestantisme et du capitalisme, ce mouvement religieux favorisant des comportements d'entreprise et de poursuite de gains, afin de témoigner de sa valeur. Ainsi, le travail est symbole de sa réussite et encourage le développement économique dans le cadre de la Révolution industrielle. Le marxisme-léninisme construit aussi sa doctrine autour de la figure du travailleur ouvrier, sans cesse taillée ou peinte par les artistes du réalisme socialiste : celle-ci est considérée à l'origine de la grandeur de l'URSS et maîtrisée, par son travail, l'outil principal de production. La mystification de l'ouvrier Stakhanov, dévoué à sa tâche, témoigne de la représentation de l'effort et du travail par le communisme comme origine de la force collective et de la richesse commune.

En parallèle, le travail, quoique pénible pour nombre de travailleurs, constitue la matrice du social et d'une société plus équilibrée. Il est ainsi devenu un facteur d'espoirs collectifs.

D'une part, le travail est apparu comme constitutif des rapports interindividuels, scandant les vies. Il est ainsi à l'origine d'identités collectives et de solidarités. Les mineurs, par exemple, constituent à partir de leur travail une véritable communauté de valeurs et font société. La chanson de Pierre Bachelet, « Au nord, c'était les corons », souligne cette fierté des travailleurs de la mine, malgré des conditions de travail très défavorables. La persistance de cette chanson dans les travées du stade Bollaert, où joue le RC Lens, témoigne de la constitution d'identités locales par le travail. De tels mouvements sont également recensés dans les campagnes à travers l'identité paysanne au XIX^{ème} siècle.

D'autre part, le travail est à l'origine d'avancées sociales rendant les conditions de l'exercice professionnel moins terribles. Les constats dressés par Villermé dès 1848 et par

de nombreux auteurs engagés tels Victor Hugo dans Les Misérables, conduisent à une prise de conscience des mauvaises conditions de travail. Des mouvements en faveur des ouvriers sont alors constitués en Europe, tels le SPD en Allemagne ou le solidarisme de Léon Bourgeois en France. Ce dernier s'inspire des solidarités ouvrières pour imaginer construire une société plus juste. Les conquêtes sociales, telles que l'arrêt du travail des enfants, la construction de la Sécurité sociale et même le droit de vote des femmes en 1944, apparaissent être des conséquences de mouvements issus du travail, celui-ci conférant une légitimité aux travailleurs.

Le travail a été progressivement pensé et vécu comme un facteur de richesse collective, d'émancipation individuelle et de progrès sociaux. Matrice de la société moderne, le travail devient ainsi moins pénible, pleinement reconnu et facteur d'espoirs pour soi-même et ses enfants. L'ouvrage d'Angus Deaton, La grande évasion, démontre les gains de bien-être, notamment en matière de santé, permis par la société du travail. Cependant, le progrès technique et la mondialisation sont apparus comme des facteurs renouvelant défavorablement le rapport au travail.

Le XXème siècle est marqué par des transformations ayant rendu le travail davantage aliénant, contribuant ainsi à une perte de sens et au développement d'un sentiment d'amertume dans la société (II.A).

Le progrès technique s'étant accéléré, les tâches réalisées apparaissent moins utiles et déshumanisées.

L'humain apparaît progressivement davantage soumis à une machine et ne peut constater l'utilité de son action dans la création finale de richesse. Dès la mise en place du Taylorisme, décomposant la production en des tâches segmentées pour obtenir des gains de production, le travailleur est soumis au rythme des machines et ne contribue qu'à réaliser une mission de manière répétitive. Son caractère abrutissant et machinal est mis en images par Charlie Chaplin dans Les temps modernes, son personnage étant progressivement inhumanisé. Le développement de nouvelles pratiques, telles celles d'Amazon dans ces entrepôts, témoigne d'un libre arbitre faible dans le travail. Le rapprochement de l'humain et de la machine provoque dès lors une perte de sens pour les travailleurs.

La numérisation de l'économie accroît cette perte de sens, en permettant l'émergence d'une nouvelle catégorie de travailleurs indépendants, plus faiblement protégés socialement, ainsi que de nouvelles pratiques professionnelles. En effet, l'ubérisation de l'économie a accentué la tendance de développement du travail indépendant, accompagnant le recul du salariat, appelant à une rénovation de la protection sociale de ces travailleurs, à défaut de laquelle les conditions de travail seraient dégradées de manière saillante. Par ailleurs, le développement du télétravail, s'il permet un équilibre vie professionnelle et vie personnelle plus adaptable aux besoins de chacun, est associé à la réduction des solidarités et des rapports collectifs. Cette réduction du rapport collectif au travail se traduit par une moindre convivialité et à un rapport plus réifié aux missions accomplies.

Or, comme l'échec du luddisme, mouvement ouvrier de destruction de machines lors de leur mise en place l'a prouvé, il apparaît vain de s'opposer à ces transformations.

La mondialisation a contribué à la dégradation du rapport des individus au travail, renforçant le sentiment d'amertume.

D'une part, elle a renforcé les effets du progrès technique sur la polarisation du marché du travail entre gagnants de la mondialisation, les travailleurs hautement qualifiés, et perdants de celle-ci, les travailleurs faiblement qualifiés (Autor, 2003). Elle a ainsi provoqué une perte de gains financiers de la croissance pour les classes moyennes des économies avancées (Milanovic, 2011). Elle a également conduit à la naissance de nouveaux travailleurs pauvres et précaires dans les secteurs agricole et industriel dans les pays en développement, notamment en Asie du Sud et de l'Est, auxquels la production mondiale est transférée. Elle provoque enfin une perte de capacités de négociation sociale des salariés en raison d'une pression à la baisse mondiale des salaires et d'une poursuite de la réduction des coûts de production. D'autre part, elle accroît le développement d'une nouvelle précarité, se traduisant par une insécurité de l'emploi et une dégradation des conditions de vie. Case et Deaton, dans un article nommé Morts de désespoir en 2021, met en exergue la perte d'années d'espérance de vie aux États-Unis pour les travailleurs faiblement qualifiés en raison de la perte de perspectives professionnelles et d'une augmentation parallèle de la consommation d'opiacés. Le développement d'une nouvelle précarité de l'emploi s'oppose au maintien de conditions favorables, y compris dans les économies en développement, de travail pour les plus qualifiés.

Ces tendances de transformation du marché du travail réduisent la perception positive de l'activité professionnelle pour une part importante des travailleurs, conduisant au développement d'un ressentiment, constaté par Cynthia Fleury dans Ci-gît l'amer, associé au développement de mouvements populistes et contestataires.

Face aux risques associés à un rapport au travail dégradé pour les individus et les sociétés, il pourrait naître d'une rénovation du bien-être au travail, et d'un renforcement du sens des métiers, un nouvel espoir, à travers l'activité professionnelle (II.B)

Ainsi, il conviendrait de constater les transformations du marché du travail pour améliorer le bien-être ou, du moins, réduire leurs effets négatifs.

Premièrement, pourrait être encouragée une transformation des modèles sociaux au service de la qualité de vie des travailleurs. Pour ce faire, tel qu'Alain Supiot le préconisait dans sa conférence au Collège de France, Grandeur et misère de l'État social, il s'agirait de reconsidérer la protection sociale au prisme des parcours professionnels, plutôt qu'en la rattachant à l'emploi. Dans cette perspective, des mesures de flexi-sécurité pourraient continuer à être déployées, celles-ci permettant de réduire les effets négatifs, notamment sur la santé (Roulet, 2017), du chômage. En parallèle, les transitions professionnelles pourraient être encouragées, notamment pour les emplois détruits par le progrès technique ou la mondialisation. Les régions peuvent jouer à ce titre un rôle essentiel en accroissant leur financement à la formation professionnelle, tout en l'adaptant aux besoins de compétences du territoire.

Deuxièmement, il conviendrait d'améliorer les conditions de travail par un dialogue social renouvelé, pour que l'activité professionnelle puisse être associée au bien-être, et non à une punition terrible. Si les questions de temps de travail durant l'année ou la vie pouvaient être considérées en permettant un choix accru des travailleurs, il apparaît indispensable d'améliorer la démarche de qualité de vie au travail (QVT). A cet égard, le développement de tiers lieux pour les télétravailleurs ou d'autres professions pourrait être encouragé en

proximité, améliorant le bien-être et la solidarité. Les lieux développés par la Fédération hospitalière de France et des collectivités territoriales pour les professionnels de santé constituent des exemples répliquables.

Au-delà, il pourrait être pertinent de valoriser davantage les différents métiers et des pratiques vertueuses des entreprises pour renouveler le sens du travail. Les transitions écologique et démographique constituent des défis dont la réponse peut accroître les sentiments d'utilité et d'espoir des travailleurs.

Les métiers du « soin » pourraient à cet égard être valorisés davantage, par la société et financièrement, dans le cadre d'une nouvelle éthique du care, développée par Joan Tronto. Ceux-ci rassemblent tous les métiers à forte utilité sociale, comme les professionnels de santé, de l'accompagnement social, de l'enseignement et de sécurité. Les pouvoirs publics ont d'autant plus intérêt à les valoriser que ces métiers sont fortement présents dans les secteurs dont ils ont la responsabilité.

Au-delà, la diversité et l'utilité des métiers pourraient être célébrées. Par exemple, une « fête des métiers » pourrait être organisée à intervalle régulier dans chaque département. Dans ce cadre, les « chefs d'œuvre » réalisés par les lycéens de la voie professionnelle pourrait être exposés.

Enfin, la transformation sociale des entreprises pourrait être encouragée. A cet égard, dans la suite du rapport Notat-Senard et de la loi Pacte, la responsabilité sociale et territoriale de celles-ci pourrait être développée, soutenue par les collectivités territoriales.

Le travail, conçu dans la modernité comme un levier d'émancipation individuel et de conquêtes collectives, apparaît confronté à de nouveaux défis. Ceux-ci portent en eux le développement d'un sentiment d'inutilité et du désespoir chez les travailleurs. Un nouveau « pacte social » reposant sur des solidarités renouvelées, une amélioration des conditions de travail et une nouvelle éthique de l'utilité sociale des métiers est cependant susceptible de créer un rapport au travail plus positif. De plus, les transitions nécessitant une transformation des métiers et des compétences donneront un sens accru à des métiers souvent dévalorisés, tels ceux du bâtiment ou de l'accompagnement social, rompant avec un désespoir des professionnels de ces secteurs encourageant une nouvelle fraternité. Charles Nicolle souligne à cet égard que "l'étude des maladies infectieuses nous enseigne que nous sommes tous frères, car un même danger nous menace et que nous sommes solidaires car une contamination vient de nos semblables". Puisse-t-il en être ainsi des transitions en cours.

